

PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL ET DE L'ACTION DE L'ETAT

Bureau de l'environnement

Dossier n° 93 S 33 00156 A

Site Internet de la préfecture :

www.prefecture@seine-saint-denis.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE n° 2011-0707 du 05 avril 2011

Relatif à la cessation d'activité et remise en état du site
de la société A+ Logistics
sise 198/206, avenue du Président Wilson à Saint-Denis

LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS,
Officier de la Légion d'Honneur

VU le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, plus précisément le titre 1er «Installations classées pour la protection de l'environnement», et notamment l'article R.512-39-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 décembre 1993 réglementant l'exploitation d'un entrepôt couvert (rubrique 1510-1 [A] avec bénéfice de l'antériorité) et d'installations de combustion (rubrique 2910-A [D]) par la société A+ Logistics sise 198/206, avenue du Président Wilson à Saint-Denis ;

VU la déclaration de cessation d'activité réalisée par la société A+ Logistics par lettre du 4 septembre 2007 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08-2538 du 12 août 2008 mettant en demeure la société A+ Logistics de se conformer aux articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement, notamment en engageant la procédure de consultation sur l'usage futur du site et en remettant le site en état conformément à l'usage défini ;

VU la dissolution de la société A+ Logistics prononcée le 18 juillet 2008 et la désignation de Monsieur Philippe Jeanne, liquidateur judiciaire, le 5 mai 2009 ;

VU la requête présentée par Maître Moustardier enregistrée auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise le 13 octobre 2008, demandant l'annulation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure précité ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 11 février 2011 proposant, notamment compte tenu de l'avancement des travaux de réhabilitation par l'aménageur du site (la SNC Saint-Denis Wilson/Meunier Habitat), de demander au liquidateur de la société A+ Logistics de justifier d'une remise en état du site pour usage industriel ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-0366 du 18 février 2011 rapportant l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 08-2538 du 12 août 2008 relatif à la cessation d'activité de la société A+ Logistics sise 198/206, avenue du Président Wilson à Saint-Denis ;

VU l'avis favorable rendu par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 3 mars 2011 ;

CONSIDERANT que, lors de sa visite du 26 janvier 2011, l'inspection des installations classées a constaté que le site était en grande partie en cours de réhabilitation pour un usage de logements, les anciens bâtiments ayant disparu et de nouvelles structures étant quasiment achevées ;

CONSIDERANT que le maire avait été informé dans un courrier du 12 août 2008 de la mise en évidence d'une pollution aux métaux lourds, hydrocarbures et composés organo-halogénés volatils dans le sol et dans la nappe et du manquement de l'exploitant à ses obligations réglementaires relatives à la cessation de ses installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT, par ailleurs, que la SNC Saint-Denis Wilson/Meunier Habitat, l'aménageur du site connu lors de la cessation d'activité de la société A+ Logistics, avait été informée par mes services, dans un courrier du 12 août 2008, que, par conséquent, l'inspection ne pouvait se prononcer sur les mesures de remise en état à la charge du dernier exploitant et qu'il engageait sa responsabilité pour toute opération de réhabilitation du site qui interviendrait à son initiative, avant le terme de la procédure de cessation d'activité ;

CONSIDERANT, en outre, que les permis de construire relatifs au chantier en cours sur le terrain sis 198/206, avenue du Président Wilson à Saint-Denis ont été délivrés par le maire sans que l'inspection des installations classées n'ait été saisie pour avis ;

CONSIDERANT par conséquent que l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 08-2538 du 12 août 2008 est abrogé par l'arrêté préfectoral n° 2011-0366 du 18 février 2011 ;

CONSIDERANT néanmoins que depuis l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 08-2538 du 12 août 2008, le dernier exploitant n'a pas respecté la procédure de cessation d'activité et remise en état du site prévue aux articles R.512-39-1 et suivants, et ce, quelle que soit la date de la cessation d'activité des installations et l'usage futur à prendre en compte ;

CONSIDERANT que, conformément à l'article R.512-39-5 du code de l'environnement, pour toute installation ayant cessé ses activités avant le 1^{er} octobre 2005, le préfet peut imposer à tout moment à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R.512-31, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, en prenant en compte un usage du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation ;

CONSIDERANT que, la société A+ Logistics ayant cessé ses activités sans justifier d'aucune remise en état du site, ce dernier peut présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT par conséquent qu'il revient au liquidateur judiciaire, représentant la société A+ Logistics, de justifier d'une remise en état pour un usage comparable à la dernière période d'exploitation du site ;

CONSIDERANT que le liquidateur judiciaire, représentant la société A+ Logistics, a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le 8 mars 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Philippe Jeanne, liquidateur judiciaire de la société A+ Logistics sise 198/206, avenue du Président Wilson à Saint-Denis devra justifier, sous trois mois, de la remise en état du site pour un usage comparable à la dernière période d'exploitation, conformément à l'article R.512-39-5 du code précité.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Philippe Jeanne, par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 3 : En cas d'inobservation, par l'exploitant, des prescriptions susvisées, il sera fait application des sanctions prévues au chapitre IV du code précité, relatif au contrôle et contentieux des installations classées.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Denis et pourra y être consultée. Un extrait de cet arrêté sera affiché pour une durée d'un mois en mairie. Le maire établira le certificat d'affichage correspondant et le transmettra à mes services.

ARTICLE 5 : Voies et délais de recours (article R.514-3-1 du code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil,

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié,

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai d'**un an** à compter de l'affichage ou la publication dudit arrêté, ce délai étant prolongé de six mois suivant la mise en service de l'installation.

Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet de Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Arnaud COCHET